

Gestion de l'équation « Conservation – monétarisation » en périphérie agricole des aires protégées du WAPOK (Afrique de l'Ouest) »

Dominique Dulieu, Frédéric Baudron, Aurélie Binot,
Marie-Noël de Visscher, Patrice Toé, Hamadé Kagoné
Contacts : dominique.dulieu@cirad.fr - aurelie.binot@cirad.fr



Le Complexe "WAPOK" (Bénin, Burkina Faso, Niger, Togo), constitue un ensemble d'aires protégées clé. Pour parvenir, dans sa périphérie, à un compromis entre conservation et développement local, les Etats ont œuvré différemment selon les cas : pour l'élevage transhumant, l'option concertation/négociation a été privilégiée tandis que pour l'agriculture, dédiée au « tout coton », la concertation est restée inexistante...



2 approches
très divergentes



La tentation d'une zone tampon « tout coton conventionnel », non discutée ni négociée

La transhumance : le choix raisonné du dialogue et de la négociation

- Les étapes :
- Concession de l'est du Burkina à une multinationale cotonnière
 - Construction de deux usines d'égrainage en bordure des aires protégées
 - Défrichements accélérés

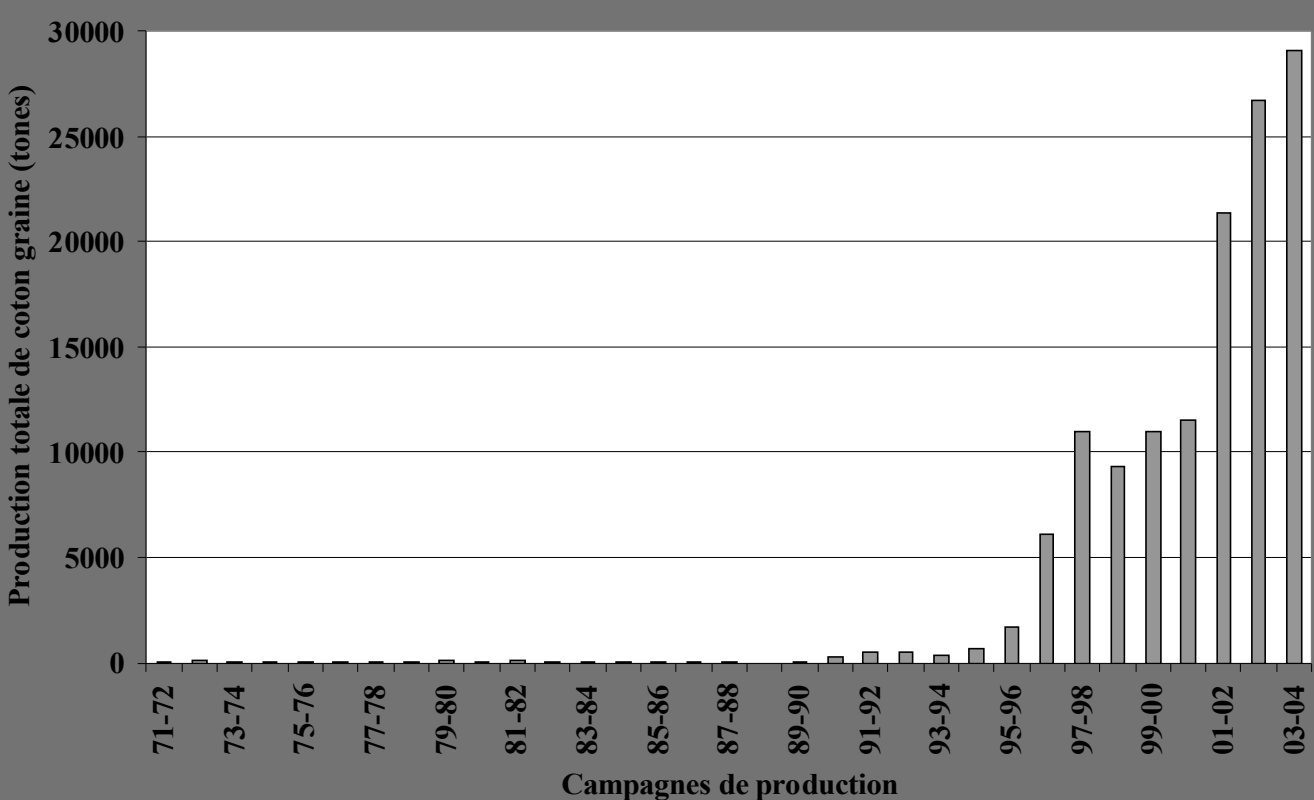


Le problème posé
Développer économiquement les zones tampon par des activités compatibles avec les exigences de la conservation.

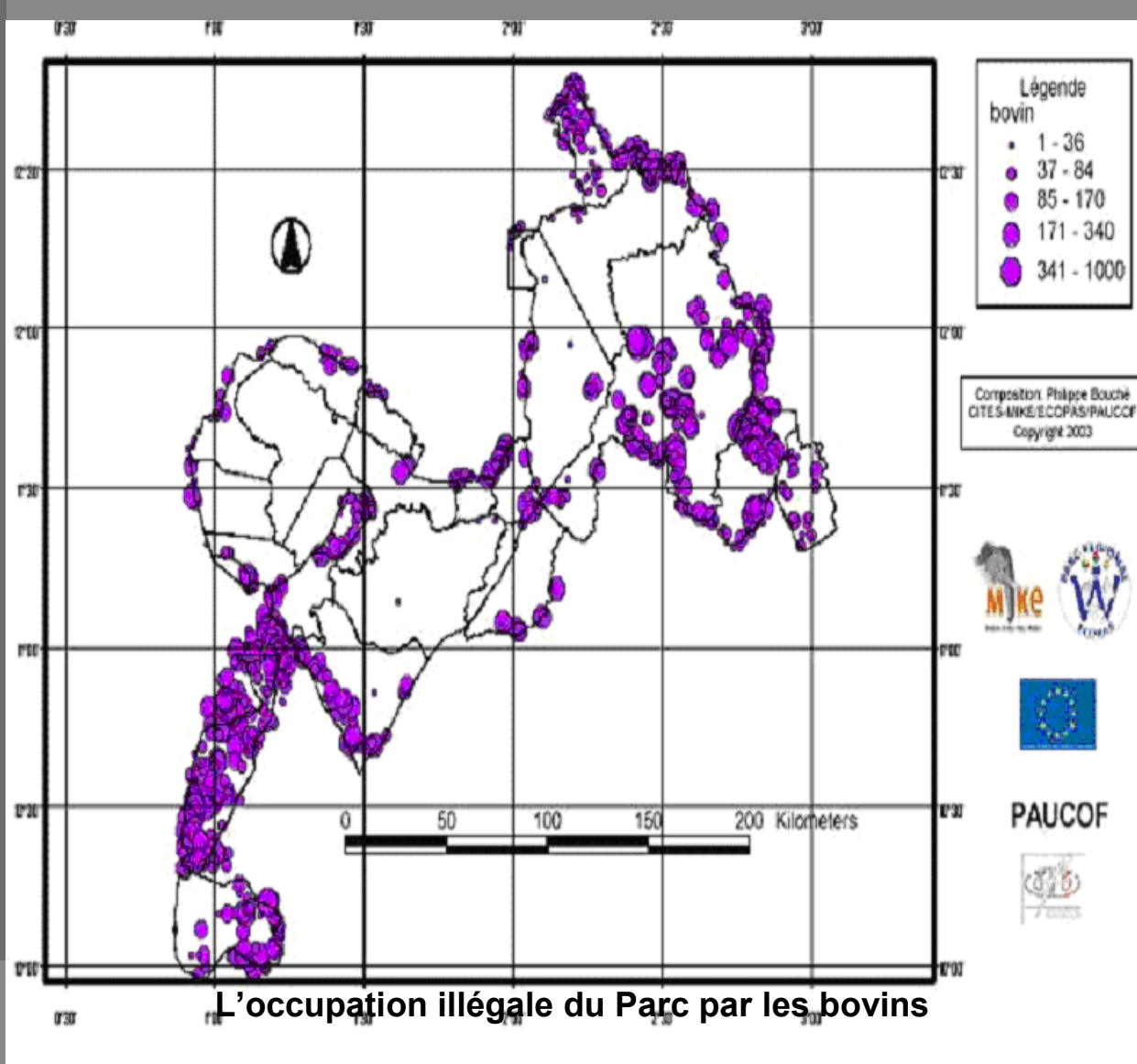
La démarche appliquée

- le tout coton « conventionnel » plutôt que des alternatives acceptables tels que miel, zone de chasse villageoise, écotourisme, culture bio, etc.
- aucune tentative de concertation et de négociation avec les populations locales et les autorités de l'aire de conservation.

une démarche économico-centrée.



- Les problèmes posés**
comment concilier :
- une occupation illégale du Parc par les troupeaux transhumants de la périphérie,
 - une volonté politique de réhabiliter le Complexe écologique et conserver le Parc à l'échelle des trois pays
 - la sécurisation de l'écosystème protégé,
 - des dispositions coercitives prises par plusieurs Etats en vue d'interdire la transhumance transfrontalière,
 - la nécessité de garantir aux éleveurs la pérennisation de leurs activités de développement.



- La démarche retenue**
- analyse, enquêtes de terrain et concertations à l'aide de chercheurs - réunions de concertation avec tous les acteurs à l'échelle nationale et régionale,
 - proposition opérationnelle finalisée avec le concours de scientifiques nationaux,
 - validation de la proposition en 2004 par un atelier international placé sous l'autorité de l'UEMOA à Cotonou.

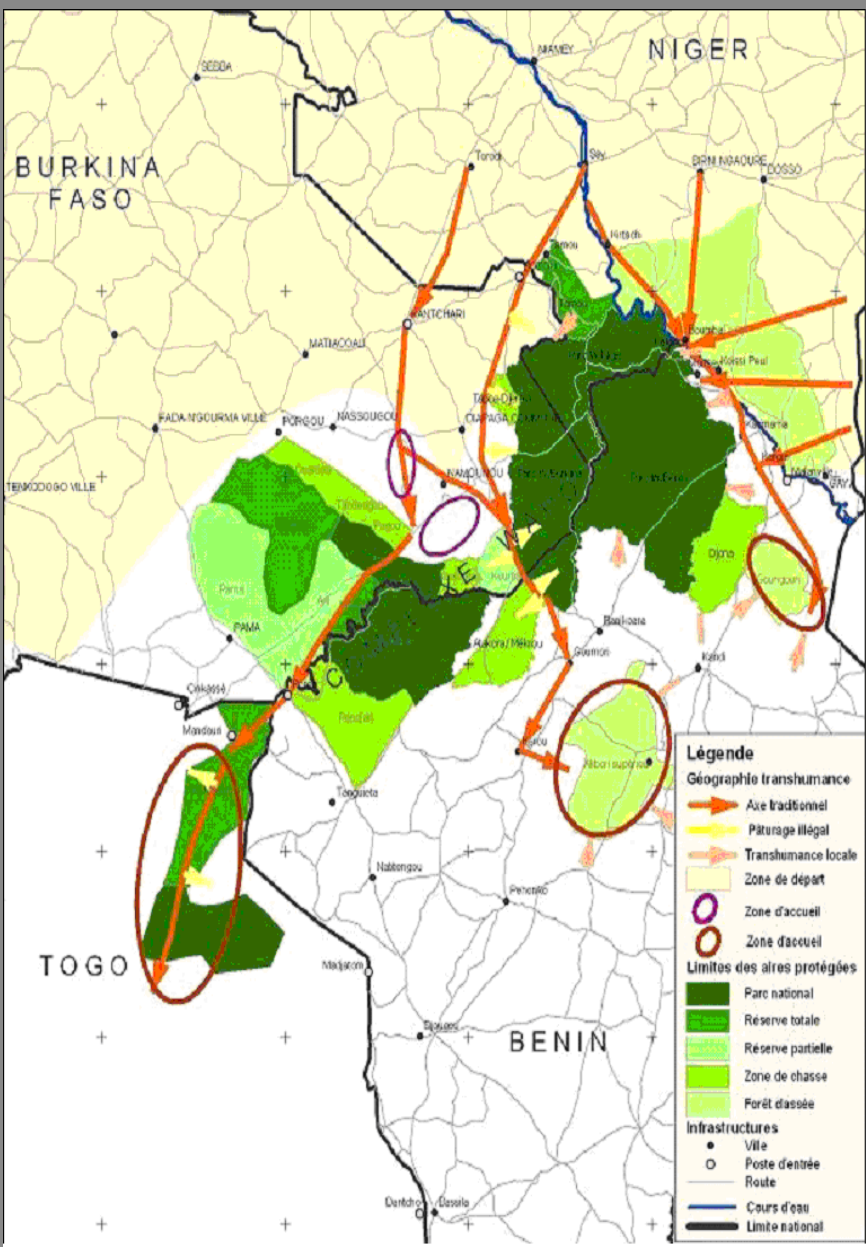
- Le bilan des Accords de Cotonou :**
- un comité ad-hoc pour régler les conflits à l'échelle du Complexe,
 - la réouverture des frontières pour les troupeaux transhumants,
 - la réouverture des anciens axes de transhumance et des points de passage transfrontaliers,
 - la création d'axes complémentaires,
 - la création de zones d'accueil, dans certaines forêts classées et en zone tampon,
 - la mise en place d'aménagements : puits pastoraux, balisage, etc.
 - une campagne de sensibilisation.



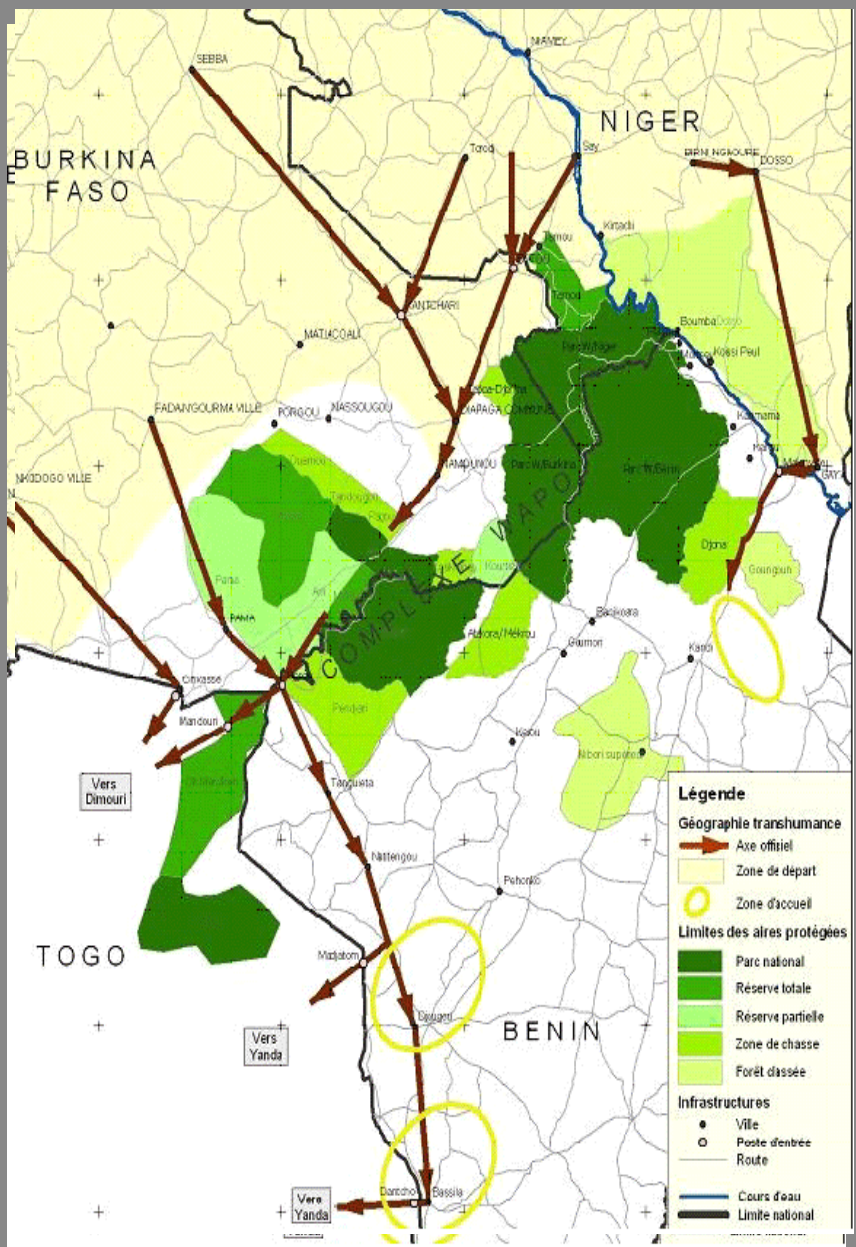
Des statistiques réconfortantes pour l'opérateur, mais non sans conséquences pour le statut de la conservation du complexe d'aires protégées



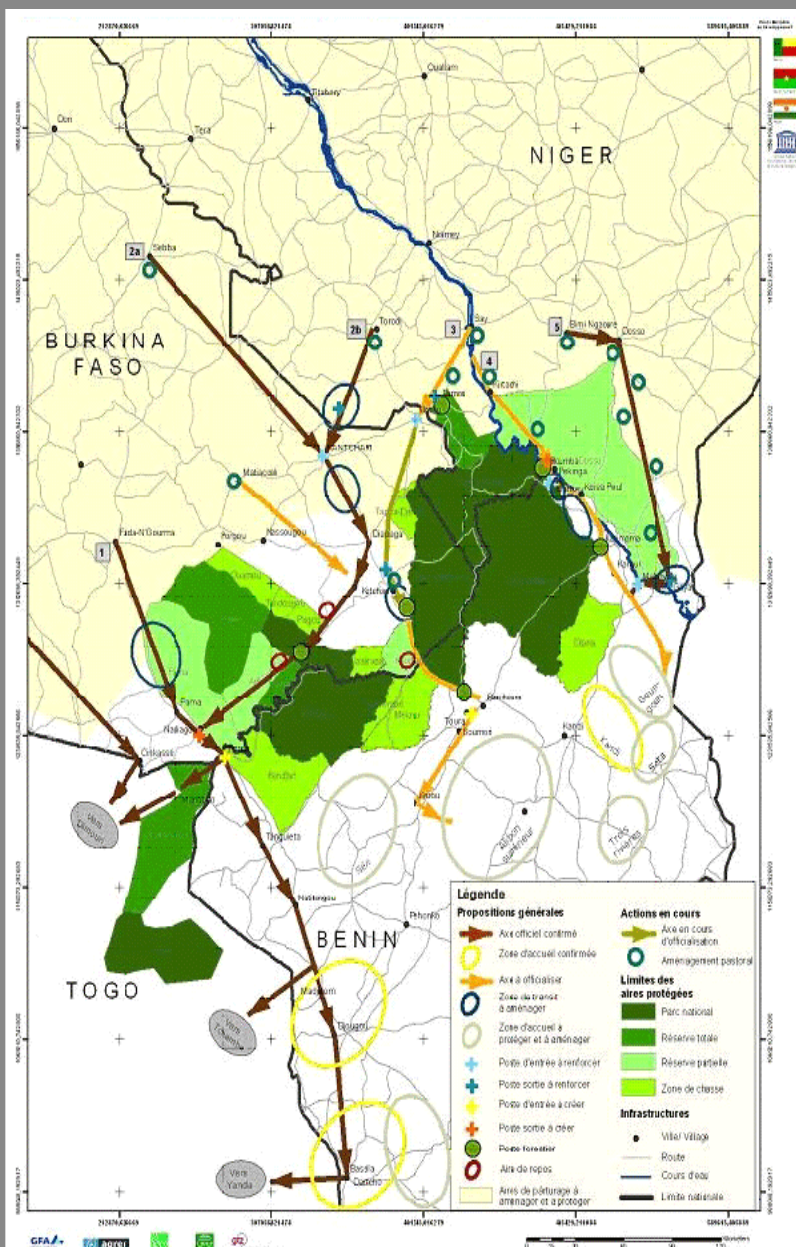
La tradition



La légalité



Le consensus



Un compromis satisfaisant pour assurer l'avenir de la conservation de l'aire protégée et la sécurisation-bien être des éleveurs transhumants en périphérie

Un contact désormais sans transition entre le terroir intensément cultivé et le noyau de l'aire protégée, synonyme d'érosion de la biodiversité et de vulnérabilité sociale et économique